

Elagage – ZAC de la Grenoblerie 3
Règlementation du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par Vals de Saintonge Communauté, sise 55 rue Michel Texier– 17400 Saint-Jean-d'Angély, en date du 6 septembre 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer le stationnement rue Madeleine Cheneau et rue Valentine Germain afin de permettre l'élagage en toute sécurité,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La SARL MAILLOUX, dont le siège social se situe 10 allée des champs – 17470 CONTRE – est autorisée à réaliser l'élagage rue Madeleine Cheneau et au 4 rue Valentine Germain, le **mardi 12 septembre 2023, de 8h00 à 18h00**.

Article 2 : Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule rue Madeleine Cheneau, au droit du chantier, le **mardi 12 septembre 2023, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à la SARL MAILLOUX.

Article 3 : Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule rue Valentine Germain, au droit du chantier, le **mardi 12 septembre 2023, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à la SARL MAILLOUX.

Article 4 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par la SARL Mailloux, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Service de la Police Municipale.

Article 5 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier ou de négligences.

Article 6 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 7 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 8 : Mr le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, Mr le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, la SARL Mailloux, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

